

Lombard 5-7-1962

TRIBUNE LIBRE

Le temps des vacances... le temps des vaincus

I. - DEVANT L'HEXAGONE

par Raoul GIRARDET

IL est une litanie qu'il faut écrire, puisque personne, hier, ne l'a prononcée et que personne sans doute ne la prononcera jamais. C'est celle des villages dits de « colonisation » dont les noms jalonnent les routes algériennes : Surcouf, Marengo, Montebello, Michelet, Joinville, Marceau, Tourville, Renan, Rivoli, Victorvelotte, Auguste-Comte, Laversier, Ampère, Pasteur, Kellermann, La Fontaine, Voltaire, Lavigerie, Descartes, La Moricière, Vauban, Bougainville, Pascal, Richelieu, Strasbourg, Duquesne, Arago, Condorcet, Bayard, Les Tuileries, Villars, Gambetta, Gravelatte, Auguste-Comte, Laverdure, Clairfontaine, Montesquieu, Montcalm, Berthelot, Pelissier... Et bien d'autres encore, vieux noms de victoires, vieux noms de « grands hommes », vieux noms que, durant des générations, chaque enfant de notre pays a appris à reconnaître sur les bancs de l'école primaire (1).

Sans doute les enfants de nos enfants se demanderont-ils un jour pourquoi un général nommé Katz semble avoir tellement tenu à ce qu'un village nommé Kellermann disparaisse de l'histoire ? Pourquoi l'Université française a, dans son ensemble, déployé une telle ardeur à ce que les mots de Michelet, de Voltaire, d'Edgar Quinet et de Descartes soient rayés de la liste des communes de France ? Pourquoi un chef d'Etat nommé de Gaulle a finalement trouvé souhaitable que soit rejeté hors de la communauté nationale le faubourg nommé Air-de-France (département d'Alger) ?... Sans doute comprendront-ils alors que, le 3 juillet 1962, c'est tout un pan de la société française qui vient de s'effondrer. Sans doute s'apercevront-ils que le centre de gravité de la collectivité nationale s'est en même temps déplacé. Petite chose désormais que notre patrie sur la carte du globe, mince tache hexagonale à l'extrémité du continent eurasiatique.

Un chantier qui se ferme

Vains regrets sur un monde condamné à disparaître, plainte nostalgique et dérisoire sur un passé voué à l'effacement ? Il serait, en vérité, téméraire de l'affirmer. La sécession algérienne signifie-t-elle seulement rupture avec le passé ? Ne signifie-t-elle pas aussi, ne signifie-t-elle pas surtout hypothèque sur l'avenir ?

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Est-ce un vieux chapitre d'histoire que l'on achève ? N'est-ce pas plutôt une page blanche que l'on s'est refusé à écrire ? Ils se sont, croyons-nous, étrangement trompés, ceux qui ont vu dans la « passion algérienne » de certains de leurs compatriotes que le désir et le goût de conserver. En fait, ce n'est pas de conserver qu'il s'agissait d'abord, mais bien davantage de donner et de créer. Bien plus qu'un patrimoine à maintenir, qu'un champ clos à garder, l'Algérie représentait pour la France un immense chantier à ouvrir, un nouveau champ d'action offert à la générosité, à l'énergie et à l'ambition créatrice de plusieurs générations. Et ce n'était pas après tout un rêve médiocre que ce grand défi lancé à la misère, que cette vaste aventure collective qui, de la mer du Nord aux montagnes du Hoggar, prétendait jeter les fondements d'une fraternité nouvelle. La France échappait enfin à l'étroit repliement sur elle-même, sur ses vieilles querelles moisiées, sur ses égoïsmes tenaces de petit bourgeois étriqué. Nous avions trouvé notre « Ouest » ; l'heure des pionniers avait de nouveau sonné.

Un peuple peut-il vivre sans rêve, et le grand rêve algérien, par quel autre le remplacer ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la sécession algérienne correspond très exactement avec l'arrivée à l'âge adulte des premières générations de l'immédiate après-guerre. La contradiction a souvent été signalée de la France bourgeoise du XIXe siècle, intériorité mince par une natalité régressive et pratiquant, hors d'Europe, une politique d'impérialisme conquérant.

Mais il est une autre contradiction qui se révélera au grand jour dans quelques années : celle de la France — toujours bourgeoise — de la seconde moitié du XXe siècle, soulevée par le grand espoir du renouveau démographique et pratiquant une

DEVANT L'HEXAGONE

politique de repliement précipité sur l'hexagone.

L'acceptation de la sécession algérienne risque à cet égard d'apparaître comme l'une des ultimes réactions malthusiennes de l'ère de M. Méline et de M. Fallières. Ces jeunes Français plus nombreux, plus exigeants, obligatoirement plus âpres à la lutte que leurs aînés, que va-t-on leur proposer ? Quelles perspectives offrir à leurs énergies, à leurs espoirs, à leurs ambitions ?

Il est permis de douter que la reconnaissance de l'expansion économique suffise à répondre à ces questions. Sans doute existe-t-il d'autres déserts plus proches de Paris que ceux des horizons sahariens. Sans doute existe-t-il d'autres écoles à fonder que celles de l'Onarsens ou des Nementchas. Encore faudrait-il un appel. Encore faudrait-il un stimulant. Le mythe algérien possédait en lui-même une singulière puissance de création. Je pense à l'intensité de la vie que j'ai vue sourdre, il y a deux ans, dans les pierres calcinées du Melaab : aux routes qui s'ouvraient, aux fontaines qui jaillissaient, aux maisons qui s'élevaient. Je pense à ce jeune ouvrier électricien de la banlieue parisienne dont je connais l'histoire et qui est demeuré dans le Sud-Algérois, après sa libération du service militaire, parce qu'il ne voulait pas abandonner l'école qu'il avait créée. Les enfants à qui il avait appris à lire. Et je m'interroge : la France de l'hexagone sera-t-elle autre chose que celle du vide moral et idéologique ? Ce vide qui parviendra à le combler et comment le combler ?

La victoire du nihilisme ?

Nous savons quelle est l'image de la France que portent aujourd'hui en eux-mêmes la plupart

des hommes « raisonnables » de ce pays, c'est, à peu de chose près, celle d'une Suisse paisible, prospère, économiquement efficace, répugnant à l'aventure et sagement fixée dans ses horizons familiaux. Que la perspective de cette France satisfaite et « suissifiée » séduise ou irrite, la réponse ne dépend guère que des passions et des humeurs de chacun. Mais d'autres questions, plus légitimes, ne peuvent manquer d'être posées. Dans quelle mesure les conditions dans lesquelles vient de s'opérer la sécession algérienne rendent-elles possible la reconversion d'un grand peuple à vocation d'aventure impériale en une nation circonspecte et sagement circonscrite ? Dans quelle mesure la mutation peut-elle pacifiquement et harmonieusement s'opérer ?

En fait, pour connaître un heureux achèvement le processus de « suissification » de la France aurait sans doute supposé une évolution lente, sans rupture, sans coupure, sans déchirement. Il aurait surtout supposé la présence et l'affirmation de quelques principes évidents d'une morale politique immédiatement reconnue par tous. Or chacun sait que pour mener à bien la politique qu'il a fini par adopter, le pouvoir actuellement en place a dû briser beaucoup de consciences, saccager beaucoup de bonnes volontés, beaucoup mentir et beaucoup tromper. Chacun sait aussi ce qu'il est advenu sur la terre algérienne des hommes qui ont cru aux promesses solennelles qui, sept années durant, leur avaient été prodiguées au nom de la France : les yeux érevés, le bras droit arraché, certains d'entre eux errent aujourd'hui de village en village. Chacun sait enfin que si le gouvernement français a finalement cédé devant les hommes du FLN, ce

n'est pas parce que la cause de ces hommes lui est soudainement apparue juste et légitime : c'est parce que ces hommes lui ont imposé leur volonté et qu'ils l'ont imposée en tuant et en ne cessant de tuer. Sans les centaines de misérables étranqlés dans les caves, sans les obus piégés déposés dans les stades et dans les cinémas, où en serait aujourd'hui la fortune politique de M. Ben Khedda et de M. Boussouf ?

Il faut bien le constater : la France de l'hexagone naît dans le mensonge. Elle naît dans le reniement de la parole donnée. Elle naît dans la capitulation devant la terreur. Les seules leçons que les jeunes Français de demain pourront tirer de la conclusion qui vient d'être donnée au drame algérien sont des leçons de cynisme et des leçons de violence. Ils ont appris qu'un chef d'Etat, vieillard de caractère historique par surcroît, pouvait tromper et duper, au milieu de la considération générale des plus hautes autorités morales de leur pays. Ils ont appris aussi qu'il était en fin de compte admirablement payant de jouer du poignard et de la bombe, à condition de le faire avec intelligence, calcul et obstination. Il n'est pas sûr, hélas ! que cet enseignement soit oublié. Il serait, en tout cas, excessif de le croire susceptible de toucher profondément les cœurs et d'exalter brillamment les imaginations. Il serait également excessif de voir en lui, pour l'avenir, un puissant facteur d'équilibre moral. Il se peut qu'une espérance inattendue vienne de main faire lever des ferveurs nouvelles. Mais qui s'interroge aujourd'hui sur la conscience civique de la France hexagonale ne peut, en toute lucidité, n'y voir que la certitude d'une victoire celle du nihilisme.

Demain : II. — Défaillance d'une classe dirigeante.

(1) Voir Combat du 4 juillet.

Le temps des vacances... le temps des vaincus

II. - Défaillance d'une classe dirigeante

par Raoul GIRARDET

UR la terre algérienne le destin a longtemps balancé. Entre le rêve d'une France enfin fraternelle et celui d'une nation nouvelle à faire naître, les esprits et les cœurs ont été, des années durant, partagés.

Il n'était pas inévitable, il n'était pas inscrit dans la nature des choses que l'Algérie ait été condamnée à tomber entre les mains des hommes du F.L.N.

Si la balance de l'histoire a fini par pencher d'un côté, si la victoire est venue dans un camp plutôt que dans l'autre, c'est qu'il y a eu, chez ceux qui sont aujourd'hui les vaincus, renoncement, défaillance, abdication.

Il est en vérité trop facile d'accuser de cette défaillance un peuple tout entier : il y eut un temps où la nation française semblait susceptible de retrouver, pour gagner le combat algérien, le souffle et la ferveur de Valmy et de Verdun. Il est trop facile aussi de mettre seulement en cause les calculs, les chimères et les ruses d'un homme : quelles que soient les responsabilités que l'histoire reconnaitra à cet homme, ses calculs et ses ruses n'ont pu avoir d'issue que dans la mesure où il a trouvé autour de lui un large acquiescement, une générale complicité.

Nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que de la défaite algérienne, une classe, un groupe d'hommes supportent l'essentiel de la responsabilité. Faute de mieux nous dirons qu'il s'agit de la classe ou du groupe d'hommes à qui revient, dans notre pays, le rôle de direction politique, sociale et morale. Il faut entendre par là les états-majors des partis politiques, ceux des grandes affaires financières et industrielles, les états-majors des grands journaux, du monde des Lettres et de l'Université, de l'Eglise, des grands Corps de l'Etat, des syndicats, de la haute administration civile et militaire. Milieu cohérent malgré les nuances qui le divisent. Milieu qu'unissent de plus en plus profondément et le sentiment de sa solidarité et le souci de sa commune conservation.

C'est ce milieu qui doit être tenu pour comptable et responsable des vicissitudes du destin de la collectivité nationale. Et c'est ce milieu qui s'est dérobé devant l'épreuve algérienne comme il s'était dérobé en 1940 devant l'épreuve de la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Le problè-

me français n'est sans doute rien d'autre aujourd'hui que le problème de sa classe dirigeante. Le drame algérien n'a sans doute été rien d'autre que le révélateur des tendances profondes, des sentiments et des faiblesses de la classe dirigeante française.

Conservatisme et nolonté

On risque de ne rien comprendre à la France de la seconde moitié du XX^e siècle, si l'on ne pose « a priori » ce postulat fondamental : la classe dirigeante française est et demeure foncièrement conservatrice. Or la victoire de la France en Algérie ne pouvait sans doute être remportée qu'à la condition d'un bouleversement très profond dans les attitudes, les habitudes et les structures. Pour mener une guerre d'un type nouveau, faite de mobilité, d'initiative et aussi de foi militante, il fallait une armée nouvelle. Pour exalter la ferveur des millions d'hommes misérables, il fallait repudier les traditions et les préjugés de deux siècles de vie bourgeoise. Pour créer des centaines d'écoles nouvelles, il fallait rompre avec les interdits et les règlements de l'Université napoléonienne. La France ne pouvait gagner sur les hommes de l'indépendance qu'en réalisant avant eux et mieux qu'eux la révolution algérienne. Mais la révolution algérienne supposait d'abord que soit réalisée la révolution métropolitaine ou, si l'on préfère, le renouvellement métropolitain.

C'est à cette révolution ou à ce renouvellement que s'est passionnément et obstinément opposée la classe dirigeante française. Pendant quelques années, le conservatisme de cette classe dirigeante a joué en faveur du « statu quo », c'est-à-dire en faveur de ce qu'on appelait alors « l'intégrité du territoire ». Mais il est rapidement apparu que l'intégrité du territoire ne pouvait être maintenue qu'à la condition de « désintégrer » l'ordre des choses existant. Ce qui signifiait la remise en cause des privilèges traditionnels et des prérogatives anciennes, politiques, professionnelles ou sociales, bref la remise en cause de tout un « système » solidement établi. Tant que la défense de « l'Algérie française » a semblé coïncider avec la défense de ce système, la classe dirigeante française y a prêté une

(SUITE PAGE 2, COLONNE 3).

Combat G. F. 1962

Défaillance d'une classe dirigeante

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

certaine bonne volonté. A partir du moment où la défense de l'Algérie française s'est révélée incompatible avec la défense dudit système, la classe dirigeante française a préféré ce qui lui paraissait accessoire à ce qui lui semblait essentiel. C'est au souci d'immobilisme de ceux qui tiennent en main le destin de notre peuple qu'a été finalement sacrifié le combat français en Algérie.

Souci compréhensible peut-être si l'on veut bien examiner que, dans sa situation présente, la classe dirigeante dépend du passé, est engagée dans le passé et que ce passé est d'abord un passé de renoncement. Depuis un demi-siècle, les dirigeants de la France ont pris l'habitude de jouer perdant. Leur réflexe essentiel est un « réflexe de baisse ». Héritiers de dynasties de rentiers, d'épargnants à court terme qui depuis longtemps ont perdu le goût de l'audace et de l'aventure, fils de générations à la sève appauvrie, tragiquement marqués par l'effroyable saignée de la première guerre mondiale, il y a longtemps qu'ils ont perdu l'espérance de vaincre. Résignés au destin, prudents, sceptiques, ils ont acquis l'habitude de liquidation. Il y a longtemps, en vérité, que le pouvoir qu'ils exercent se trouve vidé de tout contenu positif : il ne s'agit que du pouvoir de la nolonté.

Du dégageement algérien au dégageement civique

Le dégageement algérien n'a fait d'ailleurs que préparer les voies à un autre dégageement : le dégageement civique. Admirable régime que le régime gaulliste ! Celui-ci sauve les privilèges et décharge ses responsabilités. Il maintient à leur place honorifique les états-majors des partis politiques et leur enlève l'angoisse des soucis majeurs. Il respecte les charges, les fonctions et les titres et les vide de toute réalité vivante. Il laisse en place les

féodalités syndicales et les équilibre habilement par le maintien des féodalités financières. Il conserve les apparences et les habitudes, et c'est au fond tout ce qu'on lui demande. Il desarme les craintes et spéculé sur leurs contrepois respectifs. A la « gauche » traditionnelle, il apparaît comme la sauvegarde ultime devant le danger fasciste ; pour « la droite » traditionnelle il reste le bouclier sauveur à l'égard du Front populaire. Il n'a qu'une exigence : la résignation dans la passivité et c'est ce qu'on est d'avance tout prêt à lui donner.

Ainsi le grand renoncement algérien est-il inséparable du grand renoncement de la démocratie française. Ainsi a pu s'établir dans ce pays une sorte de fascisme du pauvre qui n'exige de ses fidèles que de croire, d'obéir et de voter. La classe dirigeante française supporte (ou acclame) l'homme providentiel parce qu'elle reste convaincue que celui-ci seul est susceptible d'assurer ce qui reste pour elle essentiel et qui n'est rien d'autre que son autoperpétuation. De M. Pinay à M. Guy Mollet, du « Figaro » au « Monde », le langage est aujourd'hui le même, les réactions sont aujourd'hui identiques : c'est le langage de l'acquiescement, et ce sont les réactions du conformisme d'autodéfense.

La classe dirigeante française a abdiqué en Algérie, mais elle a abdiqué en même temps dans l'hexagone métropolitain. Elle a choisi l'abandon des quinze départements africains pour assurer la survie de ses privilèges. Mais elle a choisi en même temps la mort de la Cité et la disparition de ses citoyens. Qui voudra un jour redonner une vie à la Cité et une âme aux citoyens devra d'abord songer à renverser quelques chaises curules.

(A suivre.)

R. G.

(1) Voir Combat des 4 et 5 juillet.

2881
6-7-1962
COMBAT

Le temps des vacances... le temps des vaincus

III - LETTRE BRÈVE AU PARTI INTELLECTUEL

par Raoul GIRARDET

Combat 9 - 9-9-1962

Il existe en France un « parti intellectuel » et la cohésion de ce parti est plus forte que les apparences ne le laisseraient supposer. Sans doute n'a-t-il ni siège social ni structure rigide-ment définie. Mais il a ses mots d'ordre et il a ses mots de passe. Il communique dans le même vocabulaire, dans les mêmes rites, les mêmes débats, les mêmes exclusives et les mêmes dévotions. Ses positions sont solides d'ailleurs, et aisément localisables : son contrôle s'étend sur la plus grande partie de l'Université, du monde de la presse et du monde de l'édition et débouche très largement sur le monde ecclésiastique. Dans la France de la quatrième et de la cinquième République quelques - uns des principaux organes d'expression du parti intellectuel sont devenus de véritables institutions, vénérables et vénérées (1).

Et certes il y a longtemps que nous avons eu l'occasion d'apprendre que, du moins dans son ensemble et dans sa situation présente, le parti intellectuel n'était pas un parti de dialogue. Le goût de la discussion continue sans doute à y être brillamment entretenu; mais les bons principes veulent que celle-ci demeure à l'usage interne. Il s'agit d'une cité close où l'étranger fait figure de hors-la-loi, où l'on feint de ne pas entendre son langage et où, très sincèrement d'ailleurs, on ne le comprend généralement pas.

Il reste cependant, à l'intérieur des murs, quelques visages amicaux que nous nous obstinerons à bien aimer, quelques consciences que nous savons probes et quelques intelligences que nous ne croyons pas malhonnêtes. C'est assez pour tenter d'élever la voix. Non dans le but de convaincre : nous en avons perdu l'espoir et même le courage. Mais par simple respect à l'égard de nous-même, par simple fidélité à ce que nous croyons être juste et à ce que nous croyons être vrai.

Une certaine conception de la défense de la liberté

Depuis huit ans que le drame algérien déchire la conscience française, le parti intellectuel n'a pas hésité à assumer de lourdes responsabilités. Avec prudence d'abord, avec une certaine hésitation, puis avec une massive certitude, il s'est jeté dans la bataille : son intervention a pesé

d'un poids très lourd dans l'issue finale de la lutte.

Il ne s'agit pas ici de lui reprocher ni cet engagement ni même le sens de cet engagement. Mais c'est au nom de la défense d'un certain nombre de « valeurs » fondamentales que celui-ci a été essentiellement légitimé. Ces « valeurs », si souvent invoquées, nous les discuteront d'autant moins qu'elles sont aussi les nôtres comme elles sont, à peu de choses près, celles de la quasi-totalité des citoyens de ce pays. La seule question que nous posons est la suivante : le parti intellectuel n'a-t-il pas, en fin de compte, trahi les valeurs qu'il prétendait défendre ? N'a-t-il pas contribué à faire triompher leur contraire ? Au jeu de la duperie et du faux-semblant n'a-t-il pas apporté une contribution essentielle ?

La première de ces valeurs est celle de la liberté... Sans doute, nous disait-on encore il y a quelques années, la France pourrait-elle gagner le combat algérien. Mais de quel prix payer cette victoire, sinon d'une aliénation fondamentale, sur le sol métropolitain, des libertés et des droits traditionnels du citoyen ? Pour être menée avec efficacité et quelques chances de succès, la lutte suppose l'inévitable acceptation de lourds sacrifices : la suspension du fonctionnement normal des institutions parlementaires, les restrictions au droit de la libre expression, une extension du système répressif et sa transformation dans le sens d'une réduction des garanties accordées à l'accusé.

Vous voulez, nous disait-on en somme, garder française l'Algérie. En fait, vous allez aboutir à faire « algérienne » la France... La formule a beaucoup servi — et dans les sens les plus divers.

Et certes, ces observations n'étaient pas négligeables. Et certes, elles méritaient d'être prises en considération. Le seul ennui est que la politique inverse pratiquée depuis deux ans par le pouvoir, c'est-à-dire la politique du dégagement algérien, semble avoir abouti aux mêmes conséquences (c'est le moins que l'on puisse dire si l'on tient à s'exprimer avec réserve) et que le parti

(SUITE PAGE 2, COLONNE 4.)

(1) Voir « Combat » des 4, 5 et 6 juillet.

COMBAT 9/7/1962.

Lettre brève au parti intellectuel

(Suite de la première page)

Intellectuel ne paraît pas en avoir témoigné une très vive affectation.

Pour imposer la sécession algérienne le pouvoir actuellement en place a dû se mettre délibérément en marge de toutes les règles constitutionnelles qu'il avait lui-même fait accepter par le pays. Il a dû étendre sur tout un peuple, par toutes les voix de la presse et de la radio, une gigantesque entreprise de « mise en condition ». Il a dû accorder dans l'Etat une place démesurée aux mécanismes de la répression policière, multiplier les juridictions d'exception, élargir le système de l'internement administratif. Je ne crois pas avoir entendu très haut résonner à nos oreilles les cris douloureux des consciences libérales affligées.

Une certaine conception de la dignité de l'homme

Légitistes inflexibles, vous avez assisté avec un sourire d'indulgence amusée au saccage à peu près intégral de tous les principes du droit public français lentement élaborés à travers plusieurs siècles de civilisation. Démocrates vêtus, vous semblez apparemment fort bien vous accommoder de la tutelle de César (ou de celle de Badinguet). Beaux moralistes, tant de men songes et tant de reniements ne paraissent pas vous avoir beaucoup troublés. Durant ces derniers mois vous n'avez cessé de vous interroger, avec une étonnante gravité, pour savoir « comment l'Allemagne était devenue folle ». Il reste significatif que vous ne sembliez vous être aper-

çu que, pendant ce temps, la France était en train de devenir idiote.

En fait, le parti intellectuel, fondamentalement dominé par le passé comme l'ensemble de la classe dirigeante française (dont il ne fait, en fin de compte, que partager les réactions et les modes de penser), semble avoir rêvé de ressusciter, à l'occasion du drame algérien, ce qui reste le grand moment de son histoire et qui n'est rien d'autre que l'Affaire Dreyfus. Il s'est affirmé le défenseur de la dignité de l'homme contre l'oppression, des droits de la conscience individuelle contre la tyrannie, des forces de justice et de progrès contre les forces de régression. Mais à quoi, pratiquement, aboutit aujourd'hui sa victoire ? Au triomphe d'un nouveau nationalisme aussi intransigeant, aussi forcené et demain sans doute aussi conquérant que l'étaient les pires des vieux nationalismes européens. A l'avènement d'une dictature totalitaire qui n'a jamais répugné à l'emploi de la terreur et qui ne semble pas devoir en perdre de sitôt l'habitude. Nous avons donc le droit d'interroger : « A ses mythes, à ses modes et à ses conformismes, le parti intellectuel n'a-t-il pas finalement sacrifié et les droits de la dignité et les droits de la conscience et les droits de la justice et les droits du progrès ? »

N'a-t-il pas également trahi le pauvre, trahi le misérable et trahi l'opprimé ? Le drame algérien représentait une réalité complexe, pathétiquement vivante, pleine de déchirement, d'incertitudes et de contradictions. Dans la littérature familière du parti intellectuel cette réalité s'est trou-

vée le plus souvent résumée en quelques formules simples, en quelques thèmes de dissertation pour les candidats au concours de l'E. N. A. Mais il reste ces foules innombrables livrées à la menace quotidienne de la faim. Il reste ces enfants, aux yeux rongés, en quête d'un espoir. Ces foules, qui leur donnera demain la certitude d'une vie meilleure et plus digne ? Ces millions d'enfants, à quelles écoles iront-ils ? Où apprendront-ils le respect de leur semblable et où apprendront-ils la liberté ? Où passaient, pour eux, les voies réelles de l'émancipation et de la promotion ? A la fin du XIX^e siècle les droits d'un innocent avaient été stupidement opposés à une certaine conception de la légitimité de la nation. Le monstrueux paradoxe de notre temps est que ceux qui prétendent tous jours se réclamer de la défense des droits de l'innocent se montrent, en fait, tout prêts à les sacrifier à ceux d'une certaine légitimité nationale. Etant bien évidemment entendu que la dite nation n'est pas la nôtre et que son existence même n'est pas, pendant longtemps, apparue avec une aveuglante évidence...

Nous savons : il y a le cours que l'on dit irréversible des choses ; il y a ce qu'il est convenu d'appeler le sens de l'histoire.

Étrange Moloch cependant que celui d'un déterminisme historique érigé en absolu métaphysique. Il reste permis de se demander si la soumission allègre que l'on lui consent n'est pas, en fin de compte, rien d'autre que ce que Bernanos nommait « le goût abject du vainqueur ».

(A suivre.)

COMBAT 10-7.62.

Tribune libre

LE TEMPS DES VACANCES... LE TEMPS DES VAINCUS

IV. Mais où sont les vaincus ?

par Raoul GIRARDET

Nous sommes quelques-uns à être devenus des étrangers dans un pays qui est le nôtre. Nous sommes quelques-uns à nous retrouver dans un ghetto où l'on nous a parqués, marqués, étiquetés, citoyens de second ordre dont on n'attend plus désormais que le silence ou le reniement. Nous sommes quelques-uns qui avons tenté de résister à ce que nous avons cru être un crime à l'égard d'un peuple et à l'égard de millions d'innocents, et dont la résistance a été finalement vaincue. Nous sommes quelques-uns qui avons fait un grand rêve de rénovation et de fraternité, et dont le rêve se trouve aujourd'hui brisé (1).

En vérité, si cette défaite n'était que notre défaite, le problème ne serait pas très grave. Si ces armes rompues entre nos mains n'étaient que les armes d'un parti ou d'une faction, il n'y aurait pas de quoi élever très haut la voix. Nous irions rejoindre dans la chronique des causes perdues et des émigrations de l'intérieur les derniers Ligueurs, les derniers Frondeurs, les derniers Conventionnels et les derniers Communistes. Mais nous sommes bien obligés de reconnaître que cette défaite n'est pas

seulement la nôtre. « Prenez votre voiture et oubliez tout », enseignait l'autre jour ce placard de publicité publié sur deux pages dans un magazine particulièrement cher au cœur de la bourgeoisie française. La volonté d'oubli n'est pas un signe de très bonne conscience. Les hommes qui ont gagné sur la terre algérienne peuvent voir dans leur victoire le triomphe du courage, de leur volonté de sacrifice et de leur incroyable obstination. Les hommes qui ont gagné sur la terre métropolitaine ont systématiquement visé bas. Ils ont spéculé sur la crainte du risque, le refus des responsabilités, la dérobade devant l'aventure et devant l'épreuve. Leur triomphe est celui du confort et celui de la paresse. Par là même, ils nous ont donné l'occasion de prendre la mesure de certains caractères, de certaines traditions et de certaines institutions. Nous n'avons pas à en oublier la leçon.

Ce que nous prendrons plus au sérieux

Il nous sera désormais difficile de prendre très au sérieux lorsque nous aurons l'occasion de

le croiser dans la rue un officier vêtu de l'uniforme d'une certaine armée, celle de notre pays. Car il existe une certaine épouée qui ne s'effacera pas de nos mémoires et qui est celle du « dégagement » algérien. Nous n'oublierons pas le pavillon baissé à la sauvette et les camions qui s'enfuient dans la nuit. Nous n'oublierons pas comment furent désarmés ceux que tant de nos officiers avaient des années durant, précisément suppliés de prendre les armes. (Et chez ces héritiers d'une vieille race paysanne, il y avait au début tant de méfiance, tant de réticence. Mais le regard était si fraie, la voix était si chaleureuse...).

Nous n'oublierons pas comment furent « licenciés » ceux qui ont souffert, qui ont combattu et qui ont affronté la mort aux côtés des hommes qui parlaient en notre nom.

Nous n'oublierons pas les yeux érevés du sous-lieutenant Taieb, et du lieutenant Bendida, : un mois avant que leurs corps mutilés ne soient jetés dans des cuves d'eau bouillante, ils avaient genou en terre, reçu leurs épaulettes d'officiers d'active. Lorsque d'autres jeunes hommes mettront le genou à terre devant un

général à la stature avantageuse il nous sera désormais permis de ne pas attacher à cette cérémonie une très haute considération morale.

Il nous sera désormais difficile de prendre sûrement très au sérieux les porte-parole patentés de la conscience nationale. La leçon qu'ils viennent de nous donner n'est peut-être pas en effet d'une aveuglante clarté. On la résumera assez facilement en disant qu'il existe de bonnes tortures et de mauvaises tortures, un bon terrorisme et un mauvais terrorisme, de bonnes victimes et de mauvaises victimes. Nous savons désormais que le cadavre d'un juif ne pèse pas du même poids sur la balance de l'histoire selon qu'il ait été tué à Alger en 1960 ou qu'il soit mort à Anschwitz en 1942. Abominable spectacle que celui de la bataille d'Alger gagnée en 1957 par les parachutistes du général Massu; admirable exemple d'énergie salvatrice que la bataille d'Oran gagnée en 1962 par les troupes du général Katz. Le corps torturé de l'ingénieur Petitjean n'a pas paraît-il le même prix que le corps disparu du professeur Mau-

(SUITE PAGE 2, COLONNE 3)

Combat 10-7-1962